

Cote du document:	EB 2007/91/R.22
Point de l'ordre du jour:	10 b) iii)
Date:	24 juillet 2007
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

**F**



Cœuvrer pour que les ruraux pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Rapport du Président**

### **Proposition de prêt à la République de l'Ouganda pour le**

### **Programme d'amélioration des infrastructures agricoles communautaires**

Conseil d'administration — Quatre-vingt-onzième session  
Rome, 11-12 septembre 2007

---

Pour: **Approbat**



## **Note aux Administrateurs**

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser sur le présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec la responsable du FIDA ci-après:

### **Marian Bradley**

Chargée de programme de pays

téléphone: +39 06 5459 2326

courriel: [m.bradley@ifad.org](mailto:m.bradley@ifad.org)

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

### **Deirdre McGrenra**

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: [d.mcgrenra@ifad.org](mailto:d.mcgrenra@ifad.org)



## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Recommandation d'approbation</b>	<b>iii</b>
<b>Carte de la zone du programme</b>	<b>iv</b>
<b>Résumé du prêt</b>	<b>v</b>
<b>I. Le programme</b>	<b>1</b>
A. Principal créneau de développement visé par le programme	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	3
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	5
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	6
<b>II. Instruments juridiques et autorité</b>	<b>6</b>
<b>III. Recommandation</b>	<b>6</b>
<b>Annexe</b>	
Garanties importantes incluses dans l'accord de prêt négocié	7
<b>Appendices</b>	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	
II. Logical framework (Cadre logique)	

## **Sigles et acronymes**

BAfD	Banque africaine de développement
PMA	Plan de modernisation de l'agriculture

## **Recommandation d'approbation**

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt à la République de l'Ouganda pour le Programme d'amélioration des infrastructures agricoles communautaires, telle qu'elle figure au paragraphe 38.

## Carte de la zone du programme

### Uganda

Community Agricultural Infrastructure Improvement Programme (CAIIP)

Programme area



The designations employed and the presentation of the material in this map do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of IFAD concerning the delimitation of the frontiers or boundaries, or the authorities thereof.

Map compiled by IFAD

**Source: FIDA**

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position de FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

## République de l'Ouganda

### Programme d'amélioration des infrastructures agricoles communautaires

#### Résumé du prêt

<b>Institution initiatrice:</b>	Banque africaine de développement (BAfD)
<b>Emprunteur:</b>	République de l'Ouganda
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère des collectivités locales
<b>Coût total du programme:</b>	64,9 millions de USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	9,95 millions de DTS (équivalant approximativement à 15,0 millions de USD)
<b>Conditions du prêt du FIDA</b>	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) par an
<b>Cofinanceur:</b>	BAfD
<b>Montant du cofinancement:</b>	30,0 millions d'unités de compte (équivalant approximativement à 43,8 millions de USD)
<b>Conditions du cofinancement:</b>	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, à un taux d'un (1) pour cent par an entre la onzième et la vingtième année et de 3 pour cent par an par la suite
<b>Contribution de l'emprunteur:</b>	5,5 millions de USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	600 000 USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	BAfD
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA



# Proposition de prêt à la République de l'Ouganda pour le Programme d'amélioration des infrastructures agricoles communautaires

## I. Le programme

### A. Principal créneau de développement visé par le programme

1. Avec un PIB par habitant de 240 USD, l'Ouganda se place en 33<sup>ème</sup> position parmi les pays les plus pauvres du monde. L'agriculture, qui reste le principal secteur de l'économie, joue un rôle fondamental pour la réduction de la pauvreté. Environ 85% des membres des ménages ruraux sont des travailleurs indépendants dont les moyens de subsistance dépendent essentiellement de l'agriculture. L'une des priorités du Plan de modernisation de l'agriculture (PMA) élaboré par le gouvernement est de faire en sorte que les petits exploitants puissent passer de l'agriculture de subsistance à la production commerciale. De nombreuses communautés rurales ne sont pas desservies par des routes et les installations de transformation sont insuffisantes, ce qui entrave considérablement la commercialisation des produits agricoles par les exploitants. D'où une productivité limitée, un manque d'enthousiasme des agriculteurs en faveur des innovations technologiques et les coûts de transaction élevés auxquels doivent faire face les négociants en milieu rural.

### B. Financement proposé

#### Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République de l'Ouganda un prêt d'un montant de 9,95 millions de DTS (équivalant approximativement à 15,0 millions de USD), à des conditions particulièrement favorables, pour contribuer au financement du Programme d'amélioration des infrastructures agricoles communautaires. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) par an.

#### Conformité au système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour la République de l'Ouganda au titre du SAFP est de 47 millions de USD sur les trois ans du cycle SAFP (2007-2009). Il s'agit du premier prêt accordé à l'Ouganda dans le cadre du SAFP; le second sera présenté en 2009.

#### Conformité aux critères du cadre national de dépenses à moyen terme

4. Les activités financées dans le cadre du présent programme sont en parfaite harmonie avec le cadre national de dépenses à moyen terme.

#### Conformité aux approches nationales sectorielles

5. Le gouvernement a de plus en plus recours à une approche sectorielle pour acheminer l'aide au développement même si, depuis 2006, les partenaires individuels du développement ont réduit le nombre de secteurs d'intervention dans le cadre de la démarche actuelle de «répartition des tâches». Le programme proposé s'inscrit dans le droit fil des stratégies sectorielles d'investissement en faveur des collectivités locales et de l'agriculture.

#### Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

6. En 2006, l'Ouganda est parvenu au terme des étapes prévues dans le cadre de l'Initiative renforcée pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés et ne peut donc plus prétendre à un appui de la Banque mondiale sous forme de don. Le gouvernement a réduit au minimum ses emprunts, même à des conditions particulièrement favorables, et ceux-ci concernent exclusivement quatre secteurs:

électricité, énergie (y compris électrification en milieu rural), infrastructures (infrastructures et routes rurales) et valeur ajoutée à la production nationale grâce à la transformation des produits (dans les zones tant urbaines que rurales).

#### **Flux de fonds**

7. Le montant du prêt du FIDA sera imputé sur un compte spécial. La procédure du paiement direct s'appliquera dans le cas des travaux de génie civil et des biens et services les plus importants. Le Ministère des collectivités locales ouvrira un compte spécial en devises auprès de la Banque de l'Ouganda sur lequel une partie des fonds du prêt sera déposée. Les autres dépenses, notamment pour les travaux, biens et services de moindre importance, seront réglées par l'intermédiaire de comptes de district.

#### **Modalités de supervision**

8. Le FIDA et la Banque africaine de développement (BAfD) assureront la supervision conjointe du programme. Le FIDA supervisera directement la part du prêt qu'il a cofinancée.

#### **Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA**

9. Aucune dérogation n'est envisagée.

#### **Gouvernance**

10. Le Programme de modernisation agricole au niveau local, cofinancé par la BAfD et le FIDA, s'achèvera en 2008. L'équipe d'appui au programme dont il est doté sera renforcée pour mettre en œuvre le programme proposé. Elle assurera la tenue des documents financiers et présentera des rapports trimestriels sur l'état d'avancement du programme. Les rapports d'audit seront préparés par le Bureau du contrôleur général de l'Ouganda.

### **C. Groupe cible et participation**

#### **Groupe cible**

11. Le programme couvrira 26 districts situés au centre et à l'est du pays, soit 27% environ du territoire ougandais. Conformément à la politique du FIDA en matière de ciblage, la sélection des districts a été opérée sur la base de trois facteurs: la pauvreté, la contiguïté géographique et la disponibilité de fonds octroyés par d'autres donateurs. La zone du programme compte près de 8,8 millions d'habitants, soit 1,8 million de ménages (35% environ de la population du pays). Selon l'indicateur de pauvreté humaine des Nations Unies, le niveau de pauvreté dans ces districts est supérieur à la moyenne nationale. Les ménages ruraux comptent en moyenne cinq membres, et l'agriculture est la principale activité.

#### **Méthode de ciblage**

12. On fera appel à une approche sectorielle ciblée pour affronter le manque d'infrastructures dans la zone du programme (en particulier les routes desservant les districts et les sous-cantons), sur la base des besoins exprimés par les groupes cibles ruraux lors de l'analyse des problèmes. Le FIDA veillera à ce que les bénéficiaires du programme soient effectivement les sous-cantons les plus défavorisés.

#### **Participation**

13. Le programme financera des activités de mobilisation des communautés destinées à promouvoir leur participation active au choix et à la réalisation des infrastructures au niveau local – routes rurales et marchés notamment. Des comités d'organisation créés à cet effet assureront l'entretien et le fonctionnement des installations communautaires financées. La mobilisation communautaire tiendra compte de la problématique hommes-femmes. Les responsables des communautés et des groupes d'intérêts ainsi que les membres des comités de gestion des groupes prendront part

aux actions de sensibilisation, de mobilisation communautaire, de planification et d'évaluation du programme.

## **D. Objectifs de développement**

### **Objectifs clés**

14. Le programme a pour finalité de contribuer à la réduction de la pauvreté et à la croissance économique en Ouganda grâce au renforcement de la commercialisation des produits agricoles. La concrétisation des objectifs spécifiques, à savoir la promotion de l'accès des agriculteurs aux marchés, l'amélioration des prix au producteur et l'accroissement des revenus, sera recherchée à travers des investissements en faveur des infrastructures rurales et de leur gestion durable par des communautés motivées.

### **Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions**

15. Depuis plus de dix ans, le gouvernement et les partenaires du développement se sont engagés sur la voie de l'harmonisation et de la consolidation. Le Plan d'action pour l'éradication de la pauvreté offre un cadre stratégique aux initiatives gouvernementales de lutte contre la pauvreté. Il est étayé par le PMA, lequel fait de la commercialisation des produits agricoles le principal tremplin pour réduire la pauvreté en milieu rural.

### **Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA**

16. Le programme proposé s'inscrit parfaitement dans le Cadre stratégique du FIDA pour 2007-2010, qui insiste sur le renforcement des capacités d'organisation des ruraux pauvres et de leur accès aux marchés. Il met au premier plan la réalisation d'infrastructures rurales et agricoles qui permettront aux populations démunies d'accroître leurs revenus et de renforcer ainsi leurs moyens de subsistance. Le programme est en harmonie avec le Plan d'action du FIDA pour améliorer son efficacité en matière de développement, et il exploite le processus de consultation approfondie mené sous l'égide de la BAfD dans le pays.

## **E. Harmonisation et alignement**

### **Alignement sur les priorités nationales**

17. Le programme, conçu par la BAfD dans le contexte des principaux dispositifs de lutte contre la pauvreté en Ouganda – le Plan d'action pour l'éradication de la pauvreté et le PMA –, est parfaitement conforme à la Stratégie conjointe d'assistance pour l'Ouganda.

### **Harmonisation avec les partenaires du développement**

18. Le programme a pour cadre sectoriel le Plan d'investissement du gouvernement en faveur des collectivités locales, aboutissement du processus de consultation mené en 2006 entre le gouvernement et les partenaires du développement. La concertation, à laquelle ont pris part 13 donateurs, dont le FIDA (à travers son représentant sur le terrain), a débouché sur la signature d'un mémorandum d'accord entre les partenaires du développement et le Ministère des collectivités locales. Le programme financera les activités prévues dans le cadre du Plan selon les modalités convenues. Un certain nombre de partenaires du développement ont introduit des activités similaires dans leurs réserves de projets; le processus de consultation en cours garantira la complémentarité tout en évitant les chevauchements.

## **F. Composantes et catégories de dépenses**

### **Principales composantes**

19. Le programme comprend une composante centrale appuyée par deux composantes auxiliaires:

- i) **amélioration des infrastructures rurales:** les principales activités seront: a) la remise en état et l'entretien périodique des voies d'accès aux districts et aux communautés; b) la construction de marchés et la promotion d'installations de transformation agroalimentaire; et c) l'approvisionnement des marchés en électricité;
- ii) **mobilisation communautaire:** les petits agriculteurs et les communautés participeront au choix des infrastructures réalisées dans le cadre du programme ainsi qu'aux travaux de construction ou de remise en état;
- iii) **dispositions visant à faciliter l'exécution du programme:** l'équipe d'appui au programme sera responsable de la mise en œuvre, du suivi et de la gestion financière.

### **Catégories de dépenses**

20. Le prêt du FIDA comprendra quatre catégories de dépenses: travaux de génie civil, équipement, études et consultations, et traitements et indemnités.

## **G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats**

### **Principaux partenaires d'exécution**

21. Le Ministère des collectivités locales est l'organisme principal d'exécution. L'administration et le développement étant décentralisés, des agents des collectivités locales assureront l'exécution du programme au niveau du district et du sous-canton.
22. Le programme sera mis en œuvre par l'équipe d'appui instituée dans le cadre du PMA au niveau local. Le personnel de l'agence de Kampala-Mbarara couvrira la région centrale et un bureau local supplémentaire sera ouvert à Mbale afin de superviser les districts situés dans l'est du pays. Pour renforcer l'équipe d'appui, on fera appel à deux ingénieurs en infrastructures, un spécialiste de la mobilisation communautaire et un expert en énergie rurale à Kampala, et à un responsable du suivi-évaluation et un comptable local à Mbale.

### **Responsabilités en matière d'exécution**

23. Le Comité interministériel des politiques déjà en place, présidé par le Secrétaire permanent du Ministère des collectivités locales, supervisera l'exécution du programme. Ce Comité est composé des secrétaires permanents du Ministère des finances, du plan et du développement économique, du Ministère des travaux publics et du transport, du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, du Ministère de la condition féminine, du travail et des affaires sociales, du Ministère de l'eau et de l'environnement, et du Ministère du tourisme, du commerce et de l'industrie. Un Comité des politiques élargi, auquel siégeront également le Directeur du PMA et les directeurs exécutifs respectifs de l'Autorité nationale de gestion de l'environnement et du Programme national de services consultatifs agricoles, s'assurera de la conformité du programme concernant les questions environnementales et le PMA.

### **Rôle de l'assistance technique**

24. Aucune assistance technique spécifique n'est envisagée. Une assistance technique nationale est prévue pour la conception et la supervision des travaux de construction des routes rurales.

### **Situation des principaux accords d'exécution**

25. La planification des investissements en matière d'infrastructures rurales suivra un certain nombre d'étapes participatives. Des accords seront conclus sur des questions telles que la conception, les coûts et le partage des coûts, les responsabilités et l'organisation durant la mise en œuvre et à la date d'achèvement, préservant ainsi l'«appropriation» du processus par les bénéficiaires. L'équipe d'appui assurera la gestion des contrats.

### **Principaux partenaires financiers et montants engagés**

26. Le coût total du programme est de 64,9 millions de USD sur cinq ans. Les sources de financement sont le FIDA à hauteur de 15,0 millions de USD (23,1%); la BAfD à hauteur de 43,8 millions de USD (67,5%); le gouvernement à hauteur de 5,5 millions de USD (8,4%); et les bénéficiaires à hauteur de 600 000 USD (1,0%).

## **H. Avantages et justification économique et financière**

### **Principales catégories d'avantages découlant du programme**

27. L'amélioration des routes rurales permettra de réduire les temps de déplacement et de rendre les transports plus fiables. Les investissements en faveur des installations de transformation agroalimentaire permettront de limiter les pertes après récolte et d'améliorer la qualité des produits. L'amélioration du réseau routier et des marchés abaissera les coûts de transaction, accroîtra la productivité et renforcera la compétitivité. En conséquence, le programme contribuera à renforcer les activités économiques, à relever les prix des produits agricoles, à accroître les revenus des ménages et à améliorer leurs conditions de vie.

### **Viabilité économique et financière**

28. Sur le plan financier, les principales retombées du programme seront la hausse du prix au producteur, principalement grâce à la création de valeur ajoutée et à la réduction des frais de transport. Les revenus agricoles devraient augmenter de 50% environ. Le taux de rentabilité économique du programme est supérieur à 30%.

## **I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement**

### **Modalités de gestion des savoirs**

29. Le FIDA a financé trois interventions avec le Ministère des collectivités locales: le Programme de développement communautaire intégré dans les districts de Hoima et Kabaale (1989-1999) par l'intermédiaire du Fonds belge de survie; le Programme d'appui à l'aménagement des districts (2000-2005); et le Programme de modernisation agricole au niveau local (2002-2008), cofinancé avec la BAfD. Les enseignements tirés de ces expériences se reflètent pleinement dans la conception du présent programme, notamment: l'application de directives précises pour la construction et la gestion des marchés dans les sous-cantons; la fourniture d'une formation adéquate aux communautés pour l'entretien des routes d'accès desservant les communautés; et l'instauration de liens avec le secteur privé pour la gestion des installations de transformation agroalimentaire. Le FIDA participera à la supervision du programme proposé et pourra donc appliquer ces enseignements sur le terrain.

### **Innovations en matière de développement**

30. Les aspects novateurs concernent d'une part, la promotion du recours à des techniques à haute intensité de main-d'œuvre pour les travaux de génie civil lorsque les conditions topographiques le permettent et, d'autre part, l'adoption d'un certain nombre d'accords institutionnels, déjà testés, pour l'entretien par les communautés.

### **Approche d'élargissement**

31. Mettant à profit les enseignements tirés des interventions antérieures, le programme proposé couvrira 26 districts – sur les 80 que compte le pays – situés au centre et à l'est du pays. Le gouvernement élargira cette stratégie sous réserve d'octroi de financements par des partenaires du développement.

## **J. Principaux risques**

### **Principaux risques et mesures d'atténuation**

32. Le programme est confronté à deux risques principaux: en premier lieu, que les communautés n'assurent pas l'entretien des infrastructures. Deux précautions permettront d'atténuer ce risque: d'une part, la demande des communautés sera prise en compte pour le choix des infrastructures et, d'autre part, de sensibiliser et mobiliser ces communautés en référence à l'identification et à l'entretien des infrastructures prioritaires. En second lieu, que les agents de district et de sous-

canton ne fournissent pas aux communautés l'assistance technique nécessaire. Pour minimiser ce risque, on fera en sorte que ces agents disposent des fonds nécessaires pour le fonctionnement de l'équipement et reçoivent l'appui logistique voulu.

#### **Classification environnementale**

33. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le programme a été classé en catégorie B car il ne devrait pas avoir d'impact négatif notable sur l'environnement. En conséquence, une évaluation environnementale de grande envergure n'est pas nécessaire.

#### **K. Durabilité**

34. Les éléments suivants permettront de favoriser la durabilité du programme: i) la ferme volonté du gouvernement de promouvoir le processus de décentralisation; ii) la participation du secteur privé à l'exploitation des installations de transformation agroalimentaire; et iii) l'instauration de partenariats avec d'autres projets relatifs à la production agricole. Les fonds nécessaires pour l'entretien des routes de district proviendront tant de dotations financées par l'État que d'affectations sur la taxe locale récemment approuvée au niveau du district. Des comités créés à cet effet assureront la viabilité et l'entretien des marchés grâce à la collecte des redevances de marché, aux droits de sortie des produits et aux patentes.

### **II. Instruments juridiques et autorité**

35. Un accord de prêt entre la République de l'Ouganda et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Les garanties importantes incluses dans l'accord négocié sont jointes en annexe.
36. La République de l'Ouganda est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.
37. Je certifie que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

### **III. Recommandation**

38. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République de l'Ouganda un prêt libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à neuf millions neuf cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (9 950 000 DTS) venant à échéance le 1<sup>er</sup> avril 2047 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) par an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Lennart Båge

## **Garanties importantes incluses dans l'accord de prêt négocié**

(Négociations conclues le 28 juin 2007)

### **Parité hommes-femmes**

1. Dans la mesure du possible, le gouvernement veillera à ce que l'équilibre entre hommes et femmes soit respecté dans toutes les activités du programme, conformément à l'accord de prêt.

### **Taxes**

2. Le gouvernement veillera à ce que soient ouverts des crédits budgétaires annuels couvrant les droits et taxes relatifs à l'ensemble des besoins du programme en matière d'achats. Le gouvernement s'assurera que les factures relatives aux dépenses indiquent clairement le montant à payer sur les fonds du prêt.

### **Fraude et corruption**

3. Le gouvernement portera dans les plus brefs délais à l'attention du FIDA toute allégation ou suspicion de fraude et/ou de corruption en rapport avec l'exécution du programme, portées à sa connaissance par les canaux appropriés, en vertu de ses dispositions législatives et réglementaires.

### **Suspension**

4. Le FIDA suspendra, en tout ou en partie, le droit du gouvernement de solliciter des retraits du compte de prêt, si l'un des faits ci-après se produit, étant entendu toutefois que si l'audit n'a pas été mené à bien dans les 12 mois à compter de la date de clôture de l'exercice financier, le FIDA peut suspendre le droit du gouvernement de solliciter des retraits du compte de prêt.
  - a) le FIDA, après consultation avec le gouvernement, considère que les avantages matériels du programme ne profitent pas suffisamment au groupe cible ou qu'ils profitent à des personnes étrangères à ce groupe, au détriment de ses membres;
  - b) les décaissements versés au gouvernement en vertu de l'Accord du Fonds africain de développement (FAfD) ont été suspendus par ce dernier;
  - c) le FIDA a notifié au gouvernement que des allégations crédibles de corruption ou de manœuvres frauduleuses en relation avec le programme ont été portées à son attention, et le gouvernement n'a pris aucune action appropriée, en temps utile, pour y remédier à la satisfaction du FIDA; et
  - d) la procédure de passation des marchés n'est pas conforme à l'accord de prêt.

### **Conditions préalables aux décaissements**

5. Il ne sera procédé à aucun retrait du compte de prêt, au titre des dépenses, tant que l'équipe d'appui au programme n'aura pas préparé et présenté au FIDA un programme de travail et budget annuel consolidé pour la première année du programme et que le FIDA n'aura pas approuvé celui-ci.

### **Conditions préalables à l'entrée en vigueur**

6. Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions préalables à l'entrée en vigueur de l'accord de prêt:

- a) le gouvernement a dûment ouvert le compte spécial;
- b) l'accord de prêt a été dûment signé, et sa signature et son exécution par le gouvernement ont été dûment autorisées et ratifiées par toutes les instances administratives et gouvernementales compétentes; et
- c) le gouvernement a remis au FIDA un avis juridique favorable, acceptable tant en la forme que sur le fond, délivré par le Ministre de la justice du gouvernement.

## **Key reference documents**

### **Country reference documents**

African Development Bank (2006). Uganda Community Agricultural Infrastructure Improvement Programme (CAIIP) Appraisal Report

MFPED and MAAIF, 1999. Plan for Modernization of Agriculture: Eradicating Poverty in Uganda (Government Strategy and Operational Plan)

MFPED, 2003. Poverty Eradication Action Plan (PEAP) 2004/05-007/08

MFPED, 2003. Uganda Participatory Assessment Process: Policy and Advocacy Message

MLG, Ministry of Local Government and MFPED. The Fiscal Decentralization Strategy

MLG, May 2004. LGDP II: Operational Manual for Local Governments

MLG, Local Government Development Programme, Ogeda M and Moyini Y, June 2004  
Mainstreaming Environment into Local Government Planning and Budgeting

MLG, November 2004. Joint Annual Review of Decentralization (JAR): JARD 2004 Report, with Action Plan

NAADS Secretariat and PMA Donor Sub-group, June 2005. Summary of Agreements Reached at the GoU-Development Partners' Mid-Term Review of NAADS

NAADS, 2005. Mid-Term Evaluation, Draft Report, 2005

NEMA, 2004. Revised Guidelines for Decentralized Natural Resource Management

UJAS, Uganda Joint Assistance Strategy, World Bank, June 2005. Work on Progress Draft Version

ULGA, Uganda Local Governments' Association, August 2005. Implications of Graduated Tax

### **District Development Support Programme**

Appraisal Report, 1998

Loan Agreement, 1998

UNOPS Supervision Mission Reports (2001-2005)

### **Other IFAD Documents**

Uganda COSOP 2004

IFAD's Regional Strategy for Eastern and Southern Africa

Various IFAD Learning Notes (targeting, rural finance, environment)

IFAD Policy on Rural Finance, 2000

Administrative Procedures on Environment Assessment

Prerequisites of Gender Sensitive Design; and,

Private Sector Partnership and Development Strategy

# Logical framework

Narrative Summary	Objectively Verifiable Indicator	Means of Verification	Important Assumptions
<b>Development Goals</b> 1. Contribute to poverty reduction and economic growth in Uganda through enhanced commercialization of agriculture.	<ul style="list-style-type: none"> <li>GDP to rise from 5.2 percent (2003) to 7 percent (2013) nationally (PEAP)</li> <li>District roads in good condition increased from 60 percent to 85 percent by 2013 (DUCARIP)</li> <li>Community Access roads in good condition increased from 10 percent to 50 percent by 2013 (DUCARIP)</li> <li>Access to rural electricity increased from 3 percent in 2006 to 10 percent 2012 (ERT Policy)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>District Statistics</li> <li>Household Expenditure Surveys</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>GOU maintains political stability, improves security and ensures constant adherence to policy.</li> </ul>
<b>Programme Objectives</b> 1. To increase access to markets through infrastructure and rural roads 2. To encourage competitive prices and increased incomes through sustainable management of the rural infrastructure	<ul style="list-style-type: none"> <li>Smallholders marketed staples increased by at least 20 percent by PY5</li> <li>Percent of marketed matooke and cassava rises from 15 percent to 20 percent; maize from 60 percent to 80 percent; beans from 50 percent to 70 percent by PY5.</li> <li>40 percent reduction in post-harvest losses/damages and improved quality by PY5</li> <li>Seasonal fluctuation in food prices is reduced by PY5.</li> <li>Agricultural produce marketed, as percentage of total production, will rise from 20 percent (2003) to 70 percent (2012) nationally and 80/90 percent (2012) in the project areas</li> <li>Farm gate prices increased by over 20 percent by PY5</li> <li>Increases in Household income from UGX 117,000 to UGX175,500 in project area by PY5 (20percent increase PY1-PY5)</li> <li>Household income growth rate per annum reaches 5 percent by PY5</li> <li>Increase in number of rural non-farm enterprises in the communities by 20 percent</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Project Progress Report and Surveys</li> <li>Periodic, Bi-annual, Annual and other M&amp;E reports</li> <li>Market competitiveness analysis</li> <li>Household Expenditure Surveys</li> <li>Ministry of Agriculture Reports</li> <li>PEAP and PMA Documents</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>GOU continues to follow its current PEAP, PMA and Decentralization policies and assures their adequate funding.</li> </ul>
<b>Outputs</b> <u>A. Rural Infrastructure Improvement</u> 1. District and community access roads rehabilitated and maintained 2. Support to sub-county market structures and agro-processing facilities 3 Rural electrification for markets	<ul style="list-style-type: none"> <li>522 km of district roads and 4682 km of community access roads rehabilitated and maintained by PY5</li> <li>118 Market places constructed; 75 entry level; 43 comprehensive; 77 rice hullers; 117 grain mills; 58 milk coolers; 117 cold rooms and 117 produce stores by PY5</li> <li>Electric power supplies installed by PY5: 100 Solar; 54 Diesel; 2 micro-hydro</li> <li>Market electrification rises from nearly 0percent (2006) to 25 percent (78 out of 317 sub counties) by end PY5</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Socio-economic studies, M&amp;E services, QPR, PAR, MTR; Supervision Reports; Traffic and travel statistics (District Eng. Office)</li> <li>Studies and Surveys Uganda Bureau of Statistics</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Timely Project management at both PFT HQ and participating districts</li> <li>Adherence to transparent procurement and fiduciary practice</li> </ul>
<u>B. Community Mobilization and Capacity building</u>	<ul style="list-style-type: none"> <li>No. of women participating across the 26 districts and their division of responsibility, e.g. no. of farmers</li> <li>75 percent of rural households are aware of the project</li> <li>Infrastructure management committees mobilized in each of 78 participating sub-counties</li> <li>Training/workshops for PFT</li> <li>78 Training/workshops for local government staff in 26 Districts</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>M&amp;E Services, QPR, PAR, MTR, Supervision Reports, Studies and Survey;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Districts' and Sub-counties' commitment to the programme activities</li> <li>Staff of relevant calibre available recruited &amp; motivated</li> </ul>
<u>C. Project Management (PFT) and Coordination</u>	<ul style="list-style-type: none"> <li>No slippage on project performance and timely audit report submissions</li> <li>Timely submission of financial audit during project implementation</li> <li>Baseline survey/studies carried out by PY5</li> <li>Policy, institutional and operational Action Plan on traceability systems produced and implemented throughout project duration</li> <li>Impact assessments carried out covering 78 sub-counties' rural households by PY5</li> <li>Annual Environmental Audits produced and submitted without delay by PY5</li> <li>Mitigation measures mainstreamed into sub-project design and contractual clauses; budget for mitigation measures clearly identified; monitoring of implementation of mitigation measures undertaken by district engineers, district env. Officers, MoLG (PFT), MoWT &amp; NEMA</li> <li>Number of staff trained, consultancy services provided: NEMA, rural electrification, infrastructure design</li> <li>Core PFT team (MoLG) trained and conversant with project implementation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>M&amp;E Services, QPR, PAR, MTR, Supervision Reports, Studies and Survey; Annual work plans and budgets</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coordinating ministries committed to project implementation through IPC</li> </ul>

2

